

Commune de NOLAY

REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME



PLU approuvé par DCM du 10 février 2015

Modification simplifiée n°1 approuvée le 7 décembre 2020

Modification simplifiée n°2 approuvée le 14 juin 2022

6.3 Annexes sanitaires

- 6.3.1 Plan de zonage d'assainissement
- 6.3.2 Plan des réseaux
- 6.3.3 Règlement sur la gestion des déchets
- 6.3.4 Préconisations de la Communauté d'Agglomération Beaune Côte et Sud relative à la gestion des eaux pluviales (janvier 2022)

BERTHET LIOGIER CAULFUTY

1, avenue du Général Leclerc - 71150 CHAGNY
Tél : 03 85 97 04 10 - blc.contact@blc-ge.com

Commune de NOLAY

REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME



REVISION prescrite par la délibération du Conseil Municipal du 21
octobre 2008

PROJET DE PLU approuvé par DCM du 10 février 2015

6.3 Annexes sanitaires

- 6.3.3 Règlement sur la gestion des déchets



Communauté d'Agglomération
Beaune • Chagny • Noyay

LE PRESIDENT

- Vu la Directive 2008/98/CE du Parlement Européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets,
- Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.541-1 à L.541-50 relatifs à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
- Vu les articles L.2224-13 à L.2224-17 et l'article L 5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le Décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007 relatif au livre V de la partie réglementaire du Code de l'Environnement,
- Vu le règlement Sanitaire Départemental de la Côte d'Or,
- Vu l'arrêté interpréfectoral du 11 juillet 2007 transférant la compétence « élimination et valorisation des déchets des ménages et déchets assimilés » à la Communauté d'Agglomération BEAUNE, Côte et Sud à compter du 1^{er} janvier 2008,
- Vu la délibération du Conseil Communautaire du 14 avril 2008 pour la signature d'un contrat unique barème D avec Eco-emballages,
- Considérant qu'il convient de réglementer la collecte des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération BEAUNE, Côte et Sud,
- Sur proposition du Directeur Général des Services.

Transmis en Sous-Préfecture au titre
du contrôle de légalité le :

5 mai 2011

N° 11/DGS/06

ARRETE

Article 1 : Dispositions générales

La collecte des « déchets ménagers et assimilés » est organisée par la Communauté d'Agglomération sur ses communes membres, dont les noms suivent :

ALOXE-CORTON, AUBIGNY-la-RONCE, AUXEY-DURESSES, BAUBIGNY, BEAUNE, BLIGNY-les-BEAUNE, BOUILLAND, BOUZE-les-BEAUNE, CHEVIGNY-en-VALIERE, CHOREY-les-BEAUNE, COMBERTAULT, CORBERON, CORCELLES-les-ARTS, CORGENGOUX, CORMOT-le-GRAND, CORPEAU, EBATY, ECHEVRONNE, IVRY-en-MONTAGNE, JOURS-en-VAUX, LA ROCHEPOT, LADOIX-SERRIGNY, LEVERNOIS, MARIGNY-les-REULLEE, MAVILLY-MANDELOT, MELOISEY, MERCEUIL, MEURSANGES, MEURSAULT, MOLINOT, MONTAGNY-les-BEAUNE, MONTHELIE, NANTOUX, NOLAY, PERNAND-VERGELESSES, POMMARD, RUFFEY-les-BEAUNE, SAINT-AUBIN, SAINTE-MARIE-la-BLANCHE, SAINT-ROMAIN, SANTENAY, SANTOSSE, SAVIGNY-les-BEAUNE, TAILLY, THURY, VAUCHIGNON, VIGNOLES, VOLNAY.

Pour les six communes membres de la Communauté d'Agglomération (CHAGNY, CHASSAGNE-MONTRACHET, CHAUDENAY, DEZIZE-les-MARANGES, PARIS-L'HOPITAL, PULIGNY-MONTRACHET), la collecte des déchets ménagers et assimilés relève de la compétence du SIRTOM de CHAGNY. La collecte est assurée par le SIRTOM de CHAGNY.

Les prescriptions du présent règlement sont applicables à toutes personnes physiques ou morales, qu'elles soient propriétaires, locataires, usufruitiers ou mandataires, ainsi qu'aux personnes itinérantes, séjournant sur le territoire de la Communauté d'Agglomération.

Toutes les constructions collectives ou pavillonnaires, bureaux, commerces, ateliers et entreprises produisant des « déchets ménagers et assimilés » sont astreints au respect des normes et des règles définies par le présent règlement, le règlement sanitaire départemental, le plan départemental des déchets ainsi que les lois, directives, décrets et arrêtés en vigueur sur le territoire national ou instruits par l'Union Européenne.

Les services de collecte sont assurés conformément aux articles L 2224-13 à 17 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Ils sont financés par la Taxe d'Enlèvement des Ordures ménagères (TEOM) et, le cas échéant, par la redevance spéciale conformément aux articles L 2333-76 à 80 du CGCT.

Article 2 : Collecte des ordures ménagères et des déchets assimilés

2.1. Définitions :

2.1.1. Ordures ménagères :

Sont compris dans la dénomination des déchets ménagers pour l'application du présent règlement :

- a) les déchets ordinaires provenant de la préparation des aliments et du nettoyage normal des habitations, débris de verre ou de vaisselle, cendres froides, chiffons, balayures et résidus divers, déposés aux heures de collecte, dans les bacs et sacs prévus à cet effet, devant les habitations et immeubles ou à l'entrée des voies accessibles aux camions,

- b) les déchets provenant des établissements artisanaux, commerciaux et publics, à l'exclusion de tous ceux issus de la production ou de la distribution du dit établissement, qui pourront faire, le cas échéant, l'objet d'une convention de collecte et de traitement,
- c) les produits du nettoyage et détritiques des halles, marchés, lieux de fêtes publiques ou privées rassemblés en vue de leur évacuation, déposés dans les mêmes conditions que les déchets des habitations et bureaux,
- d) les produits du nettoyage des voies publiques, squares, parcs, cimetières (à l'exception des produits végétaux) et de leurs dépendances, rassemblés en vue de leur évacuation et déposés dans les mêmes conditions que les déchets des habitations et bureaux,
- e) les produits et déchets provenant des écoles, casernes, hospices non médicalisés et de tous les établissements publics, déposés dans les mêmes conditions que les déchets des habitations et bureaux.

Cette énumération n'est pas limitative et des matières non spécifiées ci-dessus pourront être assimilées à des déchets ménagers sur décision du Président de la Communauté d'Agglomération.

Ne sont pas compris dans la dénomination de déchets ménagers pour l'application du présent règlement :

- a) les déblais, gravats et débris provenant des travaux, de toute nature, publics ou privés,
- b) les déchets provenant de la production ou de la distribution des établissements artisanaux, industriels et commerciaux, ainsi que ceux provenant de l'entretien des espaces verts aménagés (jardins, parking, etc ...) des immeubles collectifs,
- c) les déchets d'activités de soins à risques infectieux provenant des hôpitaux et cliniques, maisons de retraite médicalisées ou des particuliers professionnels ou non, les déchets issus des abattoirs ainsi que les déchets spéciaux qui, en raison de leur inflammabilité, de leur toxicité, de leur pouvoir corrosif, de leur caractère explosif ou de leur radioactivité ne peuvent pas être éliminés par les mêmes voies que les déchets ménagers sans risques pour les personnes et l'environnement,
- d) tous les déchets, qui par leurs dimensions, leur poids ou leur nature particulière, ne peuvent pas être déposés dans les bacs ou les sacs et être chargés normalement dans les véhicules,
- e) les déchets verts (tontes, élagage, feuilles, terreau, ...) des ménages.

La présence constatée de ces types de déchets dans les ordures ménagères résiduelles entraînera le non-ramassage de celles-ci.

2.1.2. Déchets assimilés

Par déchets assimilés, la loi vise les déchets dont les producteurs ou les détenteurs finaux ne sont pas les ménages, mais qui doivent pouvoir être éliminés dans les mêmes installations que les déchets ménagers (par exemple les déchets des hôtels, restaurants, campings, professionnels des métiers de bouche, administrations,...)

2.2. Organisation :

2.2.1. Ville de BEAUNE

2.2.1.1. Collecte des particuliers

La collecte des ordures ménagères organisée sur le territoire de la Ville de BEAUNE est effectuée par la Régie Communautaire. Elle est effectuée en porte-à-porte, deux fois par semaine. La Ville est divisée en 5 secteurs. Les jours de passage varient en fonction des secteurs et sont détaillés à l'annexe 1 du présent règlement.

2.2.1.2. Collecte des Professionnels – redevance spéciale

Les Professionnels produisant des déchets assimilés tels que décrits dans l'article 2.1.2 (hôteliers, restaurateurs, campings, administrations) bénéficient de la collecte en même temps que les particuliers. En contrepartie, ils sont assujettis à la redevance spéciale, calculée en fonction du volume de déchets collecté chaque semaine. Le seuil à partir duquel la redevance est facturée est de 1 200 litres par semaine. Le tarif est fixé chaque année par délibération du Conseil Communautaire. Deux tournées hebdomadaires, organisées chaque lundi et jeudi matin, facultatives et payantes sont proposées en plus à tous les Professionnels qui doivent pour en bénéficier signer un contrat avec la Communauté d'Agglomération. Le tarif de ces tournées est fixé chaque année par délibération du Conseil Communautaire.

La facturation de ce service est trimestrielle.

Prise en compte de la TEOM dans le calcul de la redevance spéciale :

Pour les établissements privés, le montant acquitté de la TEOM est déduit du montant estimé de la redevance lorsque celui-ci est supérieur, cela afin de ne pas dépasser le prix de revient du service rendu.

Pour les établissements non assujettis, la redevance spéciale est appliquée dès le premier m3 collecté. Un forfait « petite quantité » a été mis en place pour ceux produisant moins de 400 litres hebdomadaires.

Prise en compte de la spécificité de l'activité des établissements :

La saisonnalité de l'activité est intégrée dans le calcul de la redevance (vacances pour les établissements scolaires, basse saison touristique pour les hôtels et les restaurants).

Par ailleurs, les assujettis peuvent être exonérés du paiement de la redevance en faisant appel à tout autre prestataire pour l'évacuation et le traitement de leurs déchets, sous réserve de l'agrément de l'entreprise prestataire par la Communauté d'Agglomération.

2.2.2. Territoire communautaire, hors Ville de BEAUNE

2.2.2.1. Collecte des particuliers

La collecte des ordures ménagères du territoire communautaire hors Ville de BEAUNE est confiée à un prestataire. Elle est effectuée en porte-à-porte une fois par semaine (sauf pour les communes de NOLAY et SANTENAY qui sont collectées deux fois par semaine). Les tournées de collecte sont organisées selon les modalités décrites à l'annexe 2 du présent règlement.

2.2.2.2. Collecte des Professionnels – redevance spéciale

Les Professionnels produisant des déchets assimilés tels que décrits dans l'article 2.1.2 (hôteliers, restaurateurs, professionnels des métiers de bouche) bénéficient d'une collecte spéciale, chaque lundi ou vendredi en fonction de leur commune de résidence (*uniquement pour les communes du Pays beaunois*). Ils peuvent bénéficier, sur toute ou partie de l'année, d'une seconde collecte. En contrepartie, ils sont assujettis à la redevance spéciale, calculée en fonction des volumes produits et du nombre de passages souhaités. Les tarifs sont fixés chaque année par délibération du Conseil Communautaire. La facturation est semestrielle.

Prise en compte de la TEOM dans le calcul de la redevance spéciale

Pour les établissements redevables, le montant acquitté de la TEOM est déduit du montant estimé de la redevance spéciale lorsque celui-ci est supérieur, cela afin de ne pas dépasser le prix de revient du service rendu.

Prise en compte de la spécificité de l'activité des établissements :

La saisonnalité de l'activité est intégrée dans le calcul de la redevance (basse saison touristique pour les hôtels et les restaurants, fermetures annuelles des établissements).

Par ailleurs, les assujettis peuvent être exonérés du paiement de la redevance en faisant appel à tout autre prestataire pour l'évacuation et le traitement de leurs déchets, sous réserve de l'agrément de l'entreprise prestataire par la Communauté d'Agglomération.

Article 3 : Collecte sélective

3.1. Définitions :

3.1.1. Les emballages recyclables :

Les déchets d'emballages recyclables correspondent aux :

- bouteilles et flacons en plastique avec leurs bouchons (bouteilles transparentes d'eau, de boisson gazeuse, de sirop, bouteilles opaques de lait, d'adouçissant, flacons de shampoing, de gel douche, ...),
- emballages métalliques (boîtes de conserve, cannettes et barquettes en aluminium, bouteille de sirop, aérosols...),
- briques alimentaires (de lait, de jus de fruit, ...),
- les cartons et cartonnettes (boîtes en carton et sur emballages).

Les déchets d'emballages doivent être déposés dans le bac ou le sac jaune prévu à cet effet et présentés à la collecte organisée en porte à porte, suivant les jours de ramassage.

Ne sont pas compris dans la dénomination :

- les sacs en plastique des supermarchés et les films en plastique d'emballage,
- les pots de crème fraîche et de yaourt,
- les barquettes alimentaires en polystyrène et en plastique,
- les flacons de produits dangereux et inflammables,
- les cartons de pizzas salis et les barquettes,
- les couches culottes.

Ces types de déchets doivent être déposés dans le bac ou le sac des ordures ménagères.

3.1.2. Les papiers :

Ils comprennent les journaux, les papiers de bureaux, les prospectus, magazines, catalogues et annuaires, les enveloppes, les feuilles imprimées, communément appelés « journaux-magazines ».

Les journaux magazines seront déposés aux points d'apport volontaire où sont disposées des colonnes spécifiques.

Pour les communes de l'ancien SIVOM du Canton de NOLAY (AUBIGNY-la-RONCE, BAUBIGNY, CORMOT-le-GRAND, CORPEAU, IVRY-en-MONTAGNE, JOURS – en-VAUX, MOLINOT, NOLAY, LA ROCHEPOT, SAINT-AUBIN, SANTENAY, SANTOSSE, THURY, VAUCHIGNON) la collecte s'effectue en mélange avec les emballages recyclables dans le bac jaune prévu à cet effet et présentés à la collecte organisée en porte à porte suivant les jours de ramassage.

3.1.3. Le verre :

Les bouteilles, pots et bocaux en verre de différentes couleurs doivent impérativement être séparés des autres déchets. Leur présence dans les bacs réservés aux ordures ménagères ou aux emballages recyclables peut entraîner la non-collecte de ceux-ci.

Ce type de déchets doit être déposé aux points d'apport volontaire où sont disposées des colonnes spécifiques.

Ne sont pas compris dans la dénomination des verres :

- la faïence,
- la vaisselle de type « arcopal » ou autres plats de cuisine en verre,
- les vitres ou miroirs brisés,
- les ampoules et néons,
- les pots en terre.

Ce type de déchets doit être déposé dans le bac des ordures ménagères ou apporté en déchèteries.

3.2. Organisation des collectes

3.2.1. Ville de BEAUNE

3.2.1.1. Emballages recyclables

La collecte des emballages recyclables organisée sur le territoire de la Ville de BEAUNE est effectuée, comme pour les ordures ménagères, par la régie communautaire. Elle est effectuée en porte-à-porte, une fois par semaine. La Ville est divisée en cinq secteurs, conformément à l'annexe 1 du présent règlement qui indique également les jours de passage en fonction des secteurs.

Les bacs ou les sacs dévolus à la collecte sélective des emballages recyclables seront refusés à la collecte si leur contenu est partiellement ou en totalité non conforme aux critères de tri en vigueur au sein de la Communauté d'Agglomération. Ils devront alors être retriés afin d'être ramassés au cours de la collecte suivante.

3.2.1.2. Les papiers

Les papiers, tels que définis à l'article 3.1.2 sont à déposer dans les colonnes d'apport volontaire présentes sur l'ensemble du territoire. Les collectes sont assurées par un prestataire chaque semaine, ou chaque fois que nécessaire pour que les cuves ne débordent pas.

3.2.1.3. Le verre

Le verre, tel que défini à l'article 3.1.3 est à déposer dans les colonnes d'apport volontaire présentes sur l'ensemble du territoire, aux côtés des colonnes à papiers. Les collectes sont assurées par un prestataire chaque semaine, ou chaque fois que nécessaire pour que les cuves ne débordent pas.

3.2.2. PAYS BEAUNOIS

3.2.2.1. Emballages recyclables

La collecte des emballages recyclables organisée sur les communes de l'ex SIVOM du Pays Beaunois hors BEAUNE- est confiée au même prestataire que celui qui collecte les ordures ménagères. Les deux collectes sont effectuées simultanément, en porte-à-porte, dans une benne bi-compartmentée, une fois par semaine.

Les bacs dévolus à la collecte sélective des emballages recyclables seront refusés à la collecte si leur contenu est partiellement ou en totalité non conforme aux critères de tri en vigueur dans la Communauté d'Agglomération. Ils devront alors être triés afin d'être ramassés au cours de la collecte suivante.

3.2.2.2. Les papiers

Les papiers, tels que définis à l'article 3.1.2 sont à déposer dans les colonnes d'apport volontaire présentes sur l'ensemble du territoire. Les collectes sont assurées par un prestataire chaque semaine, ou chaque fois que nécessaire pour que les cuves ne débordent pas.

3.2.2.3. Le verre

Le verre, tel que défini à l'article 3.1.3 est à déposer dans les colonnes d'apport volontaire présentes sur l'ensemble du territoire, aux côtés des colonnes à papiers. Les collectes sont assurées par un prestataire chaque semaine, ou chaque fois que nécessaire pour que les cuves ne débordent pas.

3.2.3. Canton de NOLAY

3.2.3.1. Emballages recyclables et journaux-magazines

La collecte des emballages recyclables organisée sur les communes du canton de NOLAY est confiée au même prestataire que celui qui collecte les ordures ménagères. Pour les 14 communes concernées, les papiers tels que définis à l'article 3.1.2 sont intégrés aux emballages. Les deux collectes sont effectuées simultanément, en porte-à-porte, dans une benne bi-compartmentée, une fois par

semaine (sauf pour les communes de NOLAY et SANTENAY qui sont collectées deux fois par semaine).

Les bacs dévolus à la collecte sélective des emballages recyclables et aux papiers seront refusés à la collecte si leur contenu est partiellement ou en totalité non conforme aux critères de tri en vigueur dans la Communauté d'Agglomération. Ils devront alors être retriés afin d'être ramassés au cours de la collecte suivante.

3.2.3.2. Le verre

Le verre, tel que défini à l'article 3.1.3 est à déposer dans les colonnes d'apport volontaire présentes sur l'ensemble du territoire. Pour les 14 communes du secteur, le verre blanc est séparé du verre de couleur. Les collectes sont assurées par un prestataire chaque semaine, ou chaque fois que nécessaire pour que les cuves ne débordent pas.

Article 4 : Dispositions communes à l'ensemble du territoire relatives aux voies et à leurs accès par les véhicules.

Les dispositions suivantes concernent à la fois la Régie Communautaire et les prestataires de collecte, dénommés ci-après « les collecteurs ».

4.1. Principes généraux

La collecte des déchets est assurée uniquement sur les voies publiques et privées ouvertes à la circulation publique et praticables par les véhicules de collecte.

En cas de stationnement gênant ou non autorisé sur la voie publique, la Communauté d'Agglomération fera appel le plus rapidement possible aux services municipaux qui prendront les mesures nécessaires pour permettre le passage du véhicule de collecte. Si la collecte de toute ou partie d'une rue n'a pu être effectuée du fait d'un stationnement gênant sans que le problème n'ait pu être résolu immédiatement, la collecte de cette rue ne sera pas rattrapée.

En cas d'inaccessibilité pour le camion de collecte, du fait de l'état de la voie, de sa pente ou de l'impossibilité de faire demi-tour, les collecteurs ont l'obligation d'aller chercher les bacs et/ou sacs dédiés à la collecte jusqu'à 15 mètres du point de ramassage ; ils doivent les replacer à l'endroit où ils les ont pris, après les avoir vidés dans le camion.

Les riverains doivent élaguer leurs arbres et haies de manière à permettre le passage du véhicule de collecte. Dans le cas contraire, les collecteurs pourront refuser de faire circuler la benne s'ils jugent la végétation dangereuse pour leur personnel et/ou leur matériel.

Les enseignes, les avancées de toits, les terrasses de cafés et les étalages ne doivent pas gêner le passage des véhicules de collecte.

Lorsque l'exécution de travaux sur une commune interdit la libre circulation du véhicule de collecte sur une voie publique ou privée « ouverte à la circulation publique », le maître d'ouvrage des travaux doit exiger de l'entreprise, qui intervient pour son compte quel qu'en soit le motif, qu'elle transporte aux extrémités de cette voie les bacs et/ou sacs dédiés à la collecte et de ramener les bacs devant les propriétés correspondantes après le passage de la collecte. En aucun cas le personnel de collecte n'aura l'obligation d'aller chercher les bacs à plus de 15 mètres du point de ramassage. L'organisation de la collecte sur une zone de travaux devra être prévue en amont, en concertation entre le collecteur, la Communauté d'Agglomération et la Commune. Des points de regroupement pourront également être organisés de part et d'autre de la rue en travaux, sur lesquels les habitants pourront acheminer leurs déchets. Le prestataire de collecte fournira alors les bacs nécessaires à la mise en place de ce point de regroupement.

La commune devra dans tous les cas transmettre à la Communauté d'Agglomération une copie de chaque arrêté de circulation qu'elle prend sur son territoire.

Les collecteurs respecteront quoiqu'il arrive les règles du code de la route et ne passeront jamais dans une zone en sens interdit, même provisoire.

4.2. Cas particuliers

Certaines voiries privées pourront, sur demande, être empruntées par les véhicules de collecte, après signature d'une décharge par les propriétaires concernés ou leurs mandataires dûment habilités et sous certaines conditions :

- la largeur de la voirie à sens unique à stationnement interdit doit être au minimum de trois mètres,
- les voies utilisées doivent pouvoir supporter une charge de 13 tonnes par essieu,
- une aire de retournement d'un diamètre de 16 mètres devra être prévu afin d'éviter le recours aux marches arrières,

En cas de difficulté d'accès ou d'incident survenu lors de la collecte, la Communauté d'Agglomération pourra mettre un terme au passage des véhicules de collecte dans les voies privées.

La Communauté d'Agglomération ne pourra pas contraindre les collecteurs à passer sur une voie privée, malgré la signature d'une décharge, s'ils refusent le passage pour des cas de force majeure qu'ils devront justifier.

4.3. Nouveaux lotissements

Les consignes données à un lotisseur avant la réalisation de son projet de construction de lotissement sont les suivantes :

- Si l'aménageur souhaite à terme faire classer la voie en domaine public :
 - la configuration de la voirie et la structure de la chaussée devront permettre et supporter le passage d'un camion de collecte en toute sécurité, sans manœuvre de marche arrière,
 - dans le cas d'une impasse, le retournement devra être possible par la mise en place d'une aire de retournement d'un diamètre minimum de 16m et sans obstacle.
- Si l'aménageur souhaite à terme faire classer la voie en domaine privé :
 - l'aménageur devra prévoir la réalisation d'une aire de regroupement des bacs à l'entrée du lotissement,
 - la collecte se fera le long de la voie publique.

Une convention de rétrocession devra être signée entre le lotisseur, la commune et la Communauté d'Agglomération. Le règlement du lotissement devra préciser aux usagers que la collecte des bacs à ordures ménagères et de tri ne pourra être effectuée en porte à porte qu'après rétrocession de la voirie dans le domaine public (signature de la convention) ou après pré-réception des travaux garantissant le ramassage en toute sécurité ainsi que la délivrance d'une autorisation d'accès avec signature d'une décharge de responsabilité. En attendant, les bacs devront être ramenés à l'entrée du lotissement la veille du jour de collecte et être rentrés après la collecte au plus tard à 14h. Les contenants devront être placés sur le bord du trottoir, à un endroit accessible et de manière à n'occasionner aucune gêne pour la circulation et le passage des piétons.

4.4. Perturbations de la collecte

Si pour des raisons diverses non imputables au service (voie barrée, route enneigée ou inondée, panne, ...), la collecte n'a pu être effectuée, les déchets seront collectés dans la mesure du possible selon des modalités arrêtées par les collecteurs et la Communauté d'Agglomération. A défaut, ils seront ramassés lors de la collecte suivante. Dans tous les cas, la commune en sera informée le plus rapidement possible.

En cas d'intempéries rendant la route dangereuse, seuls les collecteurs sont aptes à juger du degré de dangerosité. S'ils décident de stopper la collecte ou de ne pas l'entreprendre, la Communauté d'Agglomération ne pourra en aucun cas s'opposer à leur décision.

En cas de force majeure (grève, épidémie, ...), les retards occasionnés dans le cadre de la collecte des ordures ménagères ne pourront donner lieu à indemnisation.

4.5. Jours fériés

Le quai de transfert où sont acheminés les déchets collectés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération est fermé tous les jours fériés, ce qui pose des

problèmes aux collecteurs qui n'ont de fait pas toujours la place nécessaire, dans les bennes, pour le stockage des déchets.

Aussi pour chaque jour férié est étudiée la possibilité ou non d'assurer toute ou partie de la collecte. La commune est ainsi prévenue de la collecte ou de son report au minimum quinze jours avant le jour férié.

4.6. Mesure de prévention des risques professionnels

Dans le cadre de l'évaluation des risques professionnels prévus par le décret n°2001-1016 du 5 novembre 2001 (document unique), les mesures de préventions ci-après doivent être impérativement prises en compte en associant, dans la mesure du possible, tous les acteurs concernés (entreprises, conducteurs, régies, CHSCT, ACO, délégués du personnels, élus, ...) :

- suppression du recours à la marche arrière des camions sauf en cas de manœuvre de repositionnement ; dans ce cas, toute l'équipe de collecte doit être dans la cabine ; l'un des équipiers de collecte est toutefois autorisé à guider la manœuvre en se positionnant de manière à rester en permanence en vue directe du conducteur,
- interdiction de la collecte bilatérale sauf dans des cas très exceptionnels où tout dépassement ou croisement avec un véhicule tiers n'est pas possible,
- utilisation des commandes du lève-conteneur côté droit, notamment sur les axes à circulation rapide et/ou à trafic important.

Le donneur d'ordres étudie toutes les modalités organisationnelles visant à améliorer l'ergonomie du poste de travail, à réduire les effets des comportements humains générateurs d'accidents du travail ou de maladies professionnelles.

Ces mesures figurent dans le document de la CNAMTS (Caisse Nationale de l'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés) intitulé « recommandation R437 ». Elles seront étudiées et mises en application au cas par cas en collaboration avec les communes et le service de collecte dès la mise en place du présent règlement.

4.7. Collecte des déchets des communes

Les déchets des communes provenant des salles des fêtes, des aires de pique-nique et/ou des bornes de propreté municipales doivent être triés comme les déchets ménagers (bacs jaunes pour les emballages, points d'apport volontaires pour le verre et les journaux -selon les communes-, et déchèteries pour les encombrants). En cas d'impossibilité de tri des emballages ou du verre mêlés aux ordures ménagères, ces derniers seront acceptés dans les ordures ménagères sous réserve que le verre soit conditionné en sacs, ces sacs étant déposés dans des bacs d'un volume maximum de 340 litres. En cas de non-respect de ces prescriptions, la collecte pourra être refusée.

4.8. Collectes exceptionnelles

Lorsqu'une commune sollicite une collecte exceptionnelle du fait de la présence ponctuelle de gens du voyage ou tout autre rassemblement sur son territoire, elle doit demander le plus tôt possible à la Communauté d'Agglomération d'étudier avec elle la possibilité d'organiser cette prestation.

Dans tous les cas, la commune devra mettre à disposition des personnes occupant le terrain des bacs à ordures ménagères et à emballages recyclables en nombre suffisant pour permettre une collecte mécanique. En aucun cas les collecteurs seront tenus de ramasser des sacs présentés en vrac. Il est entendu que les ramassages seront organisés les jours normalement prévus pour les collectes ordinaires.

Les communes souhaitant bénéficier de ramassages supplémentaires à l'occasion des vendanges, en dehors des jours ordinaires de collectes, se verront refacturer la prestation. Elles devront demander l'organisation de cette prestation au minimum 15 jours avant la date souhaitée.

Article 5 : Autres collectes

5.1. Déchets d'Activité de Soins à Risques Infectieux (DASRI)

Deux points d'apport volontaire spécifiques à la récupération des déchets de soins à risques infectieux ont été mis en place sur le territoire, l'un à BEAUNE située Avenue Guigone de Salins, l'autre à NOLAY, Avenue de la Liberté. Les bornes permettent de récupérer les déchets piquants et coupants des particuliers et des professionnels de santé.

Les personnes intéressées doivent s'inscrire en remplissant un bulletin d'adhésion. Le prestataire en charge du service leur fournit un code d'accès à la borne. Les boîtes permettant le dépôt de ce type de déchets sont à disposition dans toutes les pharmacies du territoire.

5.2. Les vêtements

Des points d'apport volontaire pour la collecte des vêtements ont été mis en place par l'association "Le Relais" sur plusieurs communes du territoire (BEAUNE, BAUBIGNY, BLIGNY-les-BEAUNE, CORPEAU, LA ROCHEPOT, SAINTE MARIE-La-BLANCHE, MEURSAULT, LADOIX-SERRIGNY, NOLAY, SANTENAY ET SAVIGNY-les-BEAUNE). Cette Association gère seul la collecte de ces vêtements.

5.3. Les cartons des commerçants

Une collecte gratuite des cartons des commerçants est organisée à BEAUNE. Elle est effectuée par un prestataire, deux fois par semaine, chaque mardi et jeudi soir, à partir de 18h00. Les professionnels intéressés doivent s'inscrire au préalable auprès des services de la Communauté d'Agglomération. Les cartons doivent être présentés pliés et débarrassés de toute matière autre que du carton (plastique, polystyrène,...)

Article 6 : Les déchèteries

Quatre déchèteries sont mises à la disposition des particuliers et des professionnels sous certaines conditions sur le territoire de la Communauté d'Agglomération pour accueillir les déchets refusés à la collecte en porte-à-porte ou en apport volontaire à savoir:

- les déchets non recyclables,
- la ferraille,
- les gravats,
- les déchets végétaux,
- les grands cartons,
- les déchets dangereux,
- le verre et les journaux magazines (acceptés en apport volontaire également),
- les piles et batteries,
- les pneus,
- les déchets d'Equipements Electriques et Electroniques,
- les huiles de moteur, végétales,
- les radiographies médicales

Un règlement propre aux déchèteries du territoire de la Communauté d'Agglomération définit précisément les matériaux acceptés ou non ainsi que les conditions d'accès.

Article 7 : Propriété, caractéristiques et présentation des bacs et des sacs

La Communauté d'Agglomération confie la livraison et la maintenance des bacs à un Prestataire.

7.1. Ville de BEAUNE :

Un conteneur avec un couvercle grenat pour les ordures ménagères et un conteneur avec un couvercle jaune pour la collecte sélective sont mis à disposition des usagers sur simple demande.

Les bacs usagés ou les pièces détachables détériorées par un long emploi, dans des conditions normales d'utilisation, seront remplacés par la Communauté d'Agglomération sans frais pour l'utilisateur.

Le remplacement des bacs dégradés ou incendiés sera effectué par la Communauté d'Agglomération, ainsi que les bacs volés après fourniture d'un justificatif de dépôt de plainte auprès des autorités de police et de gendarmerie.

Pour les personnes n'ayant pas la place de stocker des bacs, la Communauté d'Agglomération fournit des sacs noirs et jaunes qu'ils peuvent retirer auprès de l'accueil de la mairie ou de la Communauté d'Agglomération.

La capacité des bacs varie en fonction du nombre d'habitants dans le foyer ou l'immeuble, de 80L pour 1 à 2 personnes à 340L.

Des bacs sont également fournis aux professionnels qui le souhaitent. La dotation maximum correspond à un volume de 660 litres, en un ou plusieurs bacs. Les bacs supplémentaires devront être achetés le cas échéant par le Professionnel.

7.2. Autres communes :

Pour toutes les autres communes du territoire, seuls les bacs jaunes pour la collecte sélective sont fournis par la Communauté d'Agglomération.

Les bacs jaunes usagés ou les pièces détachables détériorées par un long emploi, dans des conditions normales d'utilisation seront remplacés par la Communauté d'Agglomération sans frais pour l'utilisateur.

Le remplacement des bacs jaunes dégradés, incendiés sera effectué par la Communauté d'Agglomération, ainsi que les bacs volés après fourniture d'un justificatif de dépôt de plainte auprès des autorités de gendarmerie.

Les bacs d'ordures ménagères étant la propriété des usagers, en cas de dégradation lors de la collecte, celle-ci sera signalée au prestataire qui se chargera de réparer ou remplacer le bac.

Les bacs pour les ordures ménagères sont proposés à la vente par la Communauté d'Agglomération. Leur livraison, gratuite pour l'utilisateur, est assurée par le prestataire.

7.3. Présentation des sacs et bacs :

Les collecteurs ne ramassent que les déchets ménagers correctement présentés en bacs homologués ou en sacs correctement fermés, la réglementation actuelle préconisant l'utilisation de bacs. En aucun cas, ils ne sont tenus de ramasser des déchets issus d'un sac éventré qui auraient pu être dispersés sur la voie publique, la Communauté d'Agglomération n'ayant pas la compétence « propreté ».

Les contenants devront être placés sur le bord du trottoir, à un endroit accessible et de manière à n'occasionner aucune gêne pour la circulation et le passage des piétons.

Dans les voies dont les caractéristiques ou la réglementation de la circulation ne permettent pas le passage des camions, les usagers doivent transporter leurs bacs ou sacs jusqu'à une voie accessible.

Les bacs et sacs dédiés aux collectes devront être sortis au plus tôt à partir de 19h, la veille du jour de ramassage et être rentrés au plus tard à 14h le jour de collecte si cette dernière est effectuée.

Il appartient aux communes d'intégrer les aménagements nécessaires aux points de regroupements, aux points d'apport volontaire, aux aires de retournement dans leurs projets d'urbanisme et de mise en valeur de l'espace public. Les

caractéristiques techniques applicables sont celles définies par les normes en fonction du type de véhicule de collecte et du gabarit de chaussée.

Le personnel, chargé des collectes, ne doit collecter que des bacs ou des sacs dédiés aux collectes dont le contenu en volume, poids et nature permet le vidage normal et adapté pour le matériel de collecte utilisé, dans les conditions définies ci-après :

- tous les récipients autres que les bacs ou sacs correspondant aux normes précitées, ainsi que les dépôts de quelque nature qu'ils soient, seront systématiquement laissés sur place et devront être retirés de la voie publique,
- tous les bacs ou sacs dédiés à la collecte sélective dont le contenu ne correspondra pas, partiellement ou en totalité aux critères de tri ne seront pas collectés.

7.4. Emploi des bacs :

Les bacs doivent être exclusivement utilisés pour les collectes des « déchets ménagers et assimilés ». Il est interdit de verser dans les bacs des cendres chaudes, liquides, solvants, huile, tout produit de nature à salir ou à endommager le domaine public ou tout objet susceptible d'exploser ou de provoquer un risque quelconque pour les agents de collecte.

Il est interdit, sans accord de la Communauté d'Agglomération, d'affecter ou de déplacer un bac à une autre adresse (ou emplacement) que celle pour laquelle il est prévu.

En dehors du temps de collecte, les bacs doivent être obligatoirement remisés à l'intérieur des propriétés privées et pour les immeubles d'habitat collectif déposés dans leurs locaux prévus à cet effet.

Article 8 : Propriété, caractéristiques des points d'apport volontaire

La Communauté d'Agglomération détient le matériel en pleine propriété. La collecte de ces équipements est confiée à des prestataires.

8.1. Ville de BEAUNE :

La Ville de BEAUNE compte 54 colonnes à verre et 39 colonnes à journaux magazines dont 5 points enterrés au centre ville. Tous ces points sont munis d'une corbeille collectée par les agents de la Communauté d'Agglomération. Les hôtels et restaurants qui le souhaitent peuvent présenter une demande pour une colonne à verre à condition qu'elle reste totalement accessible au public. Les règles de fonctionnement de ce matériel feront l'objet de la signature d'une convention entre l'Etablissement demandeur et la Communauté d'Agglomération.

8.2. PAYS BEAUNOIS :

71 points d'apport volontaire comportant chacun une colonne pour le verre et une pour les journaux magazines sont répartis sur l'ensemble des communes rassemblées au sein de l'ex SIVOM du Pays Beaunois.

8.3. Canton de NOLAY :

28 points d'apport volontaire comportant une colonne à verre de couleur et une colonne à verre blanc sont répartis sur les communes du Canton de NOLAY.

8.4. Dispositions communes

8.4.1. création, déplacements et suppression des points d'apport volontaire .

Les communes qui souhaitent créer, déplacer ou supprimer un point d'apport volontaire doivent s'adresser à la Communauté d'Agglomération qui devra, dans tous les cas, donner son accord. Une réunion sur site sera organisée entre des représentants de la Commune, de la Communauté d'Agglomération et du prestataire de collecte qui validera la faisabilité technique.

A chaque mouvement de points d'apport volontaire, la Commune concernée prendra toutes mesures utiles pour informer ses habitants des modifications.

8.4.1.1. Création

En cas d'accord de la Communauté d'Agglomération pour la création d'un point d'apport volontaire, cette dernière prendra à sa charge la construction de la plateforme en béton, si nécessaire, ainsi que l'achat et la pose des colonnes. Si la demande de création émane de la Communauté d'Agglomération, le lieu d'implantation devra être choisi en concertation avec la Commune. En cas d'accord, elle prendra à sa charge tous les travaux connexes.

8.4.1.2. Déplacement

Une demande de déplacement de point d'apport volontaire pourra être refusée par la Communauté d'Agglomération, en cas d'impossibilité technique d'exploitation sur le nouveau site (voirie d'accès inadaptée, fils électriques ou téléphoniques aériens gênant les manœuvres de collecte, végétations,...), ou si elle juge que le nouvel emplacement affecterait trop les performances de tri.

En cas d'acceptation, la Commune devra faire procéder au déplacement de la plateforme en place, le cas échéant, sur le nouveau site. Au besoin, elle fera construire une nouvelle plateforme (L 5m x l 2m x ép. 0.16 m). Le déplacement des colonnes sera assuré par la Communauté d'Agglomération, dès lors que les travaux destinés à les recevoir seront achevés.

8.4.1.3. Suppression

La Communauté d'Agglomération étant sans cesse à la recherche de meilleures performances de tri, les suppressions de points d'apport volontaires

seront exceptionnelles et devront être justifiées par les communes. A chaque fois sera préférée une solution de déplacement plutôt que de suppression.

Néanmoins, en cas de suppression acceptée par la Communauté d'Agglomération, la Commune devra faire retirer la plateforme mobile, le cas échéant, et la faire déposer à l'endroit choisi par la Communauté d'Agglomération.

8.4.2. Fonctionnement des points d'apport volontaire :

Les communes s'engagent à laisser libre l'accès aux colonnes afin que le prestataire chargé des collectes puisse vider le contenu ou effectuer toute opération de maintenance.

La Communauté d'Agglomération s'engage à exploiter ces sites. Elle contracte pour ce faire avec le prestataire de son choix, qui se doit de vider les containers aussi souvent que nécessaire afin qu'ils ne débordent pas.

En cas de débordement constaté, les communes alerteront les services de la Communauté d'Agglomération qui prendront sans délai toutes mesures nécessaires au vidage des bennes.

Les communes peuvent faire installer, au droit des colonnes, des bornes de propreté qu'elles se chargent de faire vider. Elles autorisent la Communauté d'Agglomération à faire poser des panneaux d'information qui permettent un meilleur fonctionnement des sites. Ces installations demeurent à la charge de la Communauté d'Agglomération.

La réglementation relative à la collecte sélective étant en constante évolution, et dans le souci permanent de maîtriser les coûts, la Communauté d'Agglomération se réserve la possibilité de modifier les sites existants d'apport volontaire pour se conformer aux nouvelles orientations (ajout, retrait ou remplacement des colonnes).

8.4.3. Entretien des points d'apport volontaire :

Les communes s'engagent à assurer l'entretien des abords de tous les sites d'apport volontaire de leur territoire. Elles s'engagent à faire procéder au balayage des plateformes bétonnées, au vidage des corbeilles, le cas échéant, et au ramassage des déchets qui ont pu être déposés aux abords, et ce aussi souvent que nécessaire.

L'entretien et la maintenance des colonnes restent à la charge de la Communauté d'Agglomération qui s'engage à faire nettoyer, par le prestataire de son choix, au minimum une fois par an les équipements, à l'intérieur comme à l'extérieur.

Article 9 : Interdictions et obligations

Il est interdit de déposer ou de jeter sur le domaine public (voiries, accotements, trottoirs, parcs, bois, forêts, cours d'eau,...) tout objet quelconque

(déchets, résidus, vidanges, papiers, emballages,...) susceptible de compromettre sa propreté, sa salubrité ou sa sûreté.

Il est également interdit de brûler ses ordures ménagères à l'air libre.

Ces infractions sont passibles de poursuites et de pénalités dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Il est interdit d'utiliser les récipients dédiés aux collectes sélectives et d'ordures ménagères pour un autre usage que ces collectes sélectives et d'ordures ménagères.

Il est interdit aux habitants de jeter tout déchet directement dans le véhicule de collecte.

Les matières en combustion et les cendres chaudes ne doivent pas être présentées à la collecte.

Tout objet piquant ou coupant (verre, vaisselle brisée, couteau, lame de rasoir, ampoule cassée, seringue,...) doit être enveloppé avant d'être mis dans le récipient de collecte de manière à éviter tout accident.

Tout déchet non conforme aux prescriptions du présent règlement ne sera pas collecté.

En cas d'accident pour le Personnel de collecte lié au non respect de ces règles, la structure assurant la collecte pourra se retourner contre le contrevenant pour se faire rembourser les frais induits par l'accident.

Article 10 : Sanctions

Conformément au code de l'environnement – article L541-3- au cas où des déchets sont abandonnés, déposés ou traités contrairement aux prescriptions et aux règlements en vigueur, l'autorité titulaire du pouvoir de police pourra, après mise en demeure, assurer d'office l'élimination des dits déchets et la remise en état des lieux aux frais du responsable.

Sont considérés comme dépôts illicites :

- les sacs déposés aux pieds des points d'apport volontaire,
- les déchets déposés devant le portail des déchèteries,
- les sacs ou bacs déposés en dehors des jours de sortie.

Toute personne identifiée ayant effectué des dépôts illicites sur le territoire de la Communauté d'Agglomération se verra facturer les frais d'évacuation de ces dépôts illicites.

Les contrevenants au présent règlement de collecte pourront être poursuivis devant l'autorité judiciaire compétente dans les conditions prévues aux articles R 610-5 et R 632-1 du Code Pénal, sans préjudice d'autres peines prévues par les lois et règlements en vigueur.

Article 11 : Exécution

Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération, les autorités de police et de gendarmerie et les maires des communes membres de la Communauté d'Agglomération sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Communauté d'Agglomération.

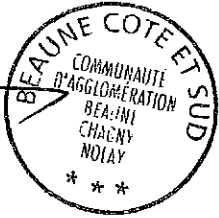
Chaque maire des communes membres de la Communauté d'Agglomération doit, dans le cadre de son pouvoir de police, adopter par arrêté municipal le présent règlement de collecte pour le rendre applicable sur le territoire de sa commune.

Article 12 : Entrée en vigueur

Le présent arrêté entrera en vigueur à compter de sa date de transmission au contrôle de légalité.

Fait à BEAUNE, le 4 mai 2011

LE PRESIDENT
Alain SUGUENOT



	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI
Secteur 1	Ordures ménagères		Collecte sélective	Ordures ménagères		
Secteur 2		Ordures ménagères	Collecte sélective		Ordures ménagères	
Secteur 3	Ordures ménagères		Collecte sélective		Ordures ménagères	
Secteur 4		Ordures ménagères	Collecte sélective		Ordures ménagères	
Secteur 5		Ordures ménagères		Collecte sélective		Ordures ménagères

Annexe n°2 : Jours de collecte des communes hors BEAUNE

	PAYS BEAUNOIS	CANTON DE NOLAY
LUNDI	BOUILLAND ECHEVRONNE PERNAND VERGELESSES ALOXE CORTON CHOREY les BEAUNE VIGNOLES RUFFEY les BEAUNE MARIGNY les REULLEE TAILLY	AUBIGNY la RONCE CORMOT le GRAND JOURS en VAUX MOLINOT THURY VAUCHIGNON
MARDI	VOLNAY SAINT ROMAIN SAVIGNY les BEAUNE BOUZE les BEAUNE NANTOUX MAVILLY MANDELLOT MELOISEY MONTHELIE EBATY	NOLAY SANTENAY
MERCREDI	AUXEY DURESSSES MEURSAULT BLIGNY les BEAUNE CORCELLES les ARTS MERCEUIL	BAUBIGNY IVRY en MONTAGNE LA ROCHEPOT SANTOSSE
JEUDI	LADOIX SERRIGNY CORBERON CORGENGOUX MEURSANGES CHEVIGNY EN VALLIERE SAINTE MARIE la BLANCHE	CORPEAU SAINT AUBIN
VENDREDI	POMMARD MONTAGNY les BEAUNE LEVERNOIS COMBERTAULT	NOLAY SANTENAY

Accusé de réception

Nom de l'entité publique	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BEAUNE, COTE ET SUD
Numéro de l'acte	11_DGS_06
Nature de l'acte	AR - Arrêtés réglementaires
Classification de l'acte	8.8.3 - Déchets
Objet de l'acte	Règlement intérieur collecte des déchets ménagers et assimilés
Statut de la transmission	8 - Reçu par Contrôle de légalité
Identifiant unique de télétransmission	021-200006682-20110505-11_DGS_06-AR
Date de transmission de l'acte	05/05/2011
Date de réception de l'accuse de réception	05/05/2011



Préconisations de la Communauté d'Agglomération Beaune Côte et Sud relatives à la gestion des eaux pluviales

(dernière mise à jour : janvier 2022)

Gestion des Eaux Pluviales (EP) : Généralités

2.1- Séparation des eaux usées et des eaux pluviales

Les réseaux à créer sur la parcelle seront impérativement de type séparatif : eaux usées-eaux vannes, eaux pluviales non polluées (toitures...), eaux pluviales potentiellement polluées le cas échéant (parkings...).

La mise en place d'ouvrages de décantation en tête de procédé pourra également être exigée afin de limiter au maximum la circulation d'eau chargée (boues, cailloux, matières en suspension).

Les eaux pluviales potentiellement polluées font l'objet d'un prétraitement avant infiltration/rétention/rejet au milieu naturel ou au réseau notamment pour les parkings au-delà de 100 mètres carrés y compris les accès. Ce prétraitement pourra être assuré par l'intermédiaire de techniques extensives (noues paysagères...).

En cas de prétraitement par un système de séparateur hydrocarbures, celui sera entretenu régulièrement afin d'assurer un traitement optimal.

2.2- Infiltration

L'infiltration des eaux pluviales devra systématiquement être recherchée. Des solutions mixtes de gestion des eaux pluviales pourront être acceptées : conjugaison de solutions d'infiltration, de rétention en surface, de stockage enterré.

2.3- Rétention

Dans les cas où l'infiltration s'avère impossible ou insuffisante, un ouvrage de rétention/régulation devra être mis en œuvre avant rejet en dehors de la parcelle.

2.4- Rejet (si la gestion à 100% par infiltration seule n'est pas possible)

Si la capacité d'infiltration des sols est insuffisante et dûment justifiée par une étude de perméabilité et/ou des sondages constatant la présence d'eau souterraine à faible profondeur, le rejet du débit excédentaire, post régulation, sera dirigé en priorité vers le milieu naturel superficiel, le cas échéant dans le réseau d'eaux pluviales collectif.

La collectivité compétente en matière d'eau pluviale n'a pas d'obligation de collecte des eaux pluviales issues des propriétés privées. Elle se réserve le droit de refuser un rejet d'eaux pluviales dans ses infrastructures si elle estime que des solutions alternatives de gestion sont possibles, notamment par le biais de l'infiltration. Le débit excédentaire qui ne pourrait être qu'acheminé vers le réseau fera l'objet de limitations quantitatives.

Le débit maximal de rejet et le retour de pluie de référence seront définis par l'autorité compétente à l'échelle de l'unité foncière du projet. La qualité des effluents ne doit pas compromettre l'objectif de qualité des cours d'eau et doit respecter la sensibilité des milieux ainsi que les usages auxquels les eaux sont destinées.

Données techniques sur la gestion des eaux pluviales

Mesures spécifiques

Tout projet d'aménagement susceptible d'être exposé à un phénomène de pollution accidentelle doit justifier de la prise en compte de cet aléa par la mise en œuvre de systèmes de disconnection et stockage étanche des effluents.

Capacité d'infiltration des sols

La capacité d'infiltration des sols est caractérisée par la détermination du coefficient « k » de perméabilité dont l'unité conventionnelle est le mètre par seconde (m/s).

Le maître d'ouvrage réalise un semis de mesures représentatif de la totalité des surfaces d'infiltration :

- le coefficient k est déterminé selon la méthode PORCHET et doit être de valeur supérieure à 10 puissance -5 m/s pour envisager une infiltration des eaux pluviales générées par des événements pluvieux exceptionnels et notamment la pluie de projet. Pour des perméabilités inférieures à 10 puissance -5 m/s l'infiltration pourra être envisagée pour des pluies courantes de faible intensité
- la reconnaissance des sols est réalisée à un horizon d'au moins 3 mètres avec caractérisation des différentes strates, recherche de signes d'hydromorphie, relevé du niveau des eaux souterraines
- le maître d'ouvrage procède à une recherche bibliographique, recherche et analyse de données piézométriques dans l'environnement proche

Ouvrages d'infiltration

Le dimensionnement des ouvrages est réalisé de façon à permettre l'infiltration de la pluie de projet. Les ouvrages sans décantation sont dimensionnés en fonction des seules surfaces d'infiltration latérales ; dans les autres cas l'on prend en compte les seules surfaces de fond d'ouvrage.

Un coefficient de sécurité de 2 sera affecté à la surface d'infiltration à considérer (division de la surface par 2). Une hauteur de garde de 1 mètre au moins de sol non saturé en eau doit être garantie entre le niveau des plus hautes eaux connues et le fond de l'ouvrage d'infiltration.

Dans le cas d'une nappe phréatique vulnérable (risques de pollution, enjeux quant à l'usage de l'eau, périmètre de protection...) la collectivité peut proscrire la solution d'infiltration ou la subordonner à des prescriptions particulières en matière de prétraitement, de prévention des pollutions accidentelles, de suivi et contrôle des installations.

Coefficient de ruissellement

Le coefficient de ruissellement désigne le rapport entre le volume d'eau ruisselé à l'exutoire et le volume total précipité sur l'unité foncière.

Par extension, il convient d'intégrer à la surface propre de l'unité foncière de projet la surface du bassin versant intercepté le cas échéant.

Les coefficients de ruissellement suivants seront retenus, en fonction de l'occupation des sols pour le cas général des terrains dont la pente n'excède pas 5%.

Une étude spécifique sera produite par le maître d'ouvrage pour les terrains accidentés dont la pente est supérieure et pour tous les cas particuliers. Les coefficients de ruissellement retenus ne pourront être inférieurs aux valeurs mentionnées dans le tableau suivant :

Boisement	0.10
Pâturage	0.15
Terrain de sport enherbé	0.20
Accotement et allée en gravier	0.25
Culture	0.25
Espaces verts et jardins	0.30
Pavage	0.80
Accotement et allée bétonnée	0.85
Toitures et voiries	1
Bassin de rétention, plans d'eau, piscine	1
Toiture végétalisée intensive ou pleine terre	0.2
Toiture végétalisée semi intensive	0.4
Toiture végétalisée extensive	0.6

L'application des coefficients de ruissellement aux sous surfaces définies par les différents types d'occupation des sols permet de définir une surface pondérée appelée surface active.

Pluies de référence

La pluie de récurrence décennale est la pluie de référence pour la détermination du débit précipité sur l'unité foncière à l'état initial, avant aménagement projeté.

La pluie de récurrence trentennale appliquée sur l'unité foncière après réalisation de l'aménagement projeté permet d'établir la valeur du débit de projet et de définir le volume de la rétention nécessaire pour ne pas excéder le débit maximal de rejet.

Ces pluies sont définies par application des données de météo France qui détermine les coefficients de MONTANA suivants pour des pluies de durée comprise entre 1 heure et 24 heures :

Durée de retour	A(pour des durées en minutes)	b
5 ans	8.615	0.758
10 ans	10.165	0.761
20 ans	11.624	0.763
30 ans	12.428	0.763
50 ans	13.405	0.762
100 ans	14.795	0.761

Méthodologie

L'étude hydraulique à réaliser par l'aménageur sera établie selon la méthodologie proposée ci-après. Toutefois, une méthodologie spécifique pourra être proposée dès lors que le projet, le site ou les données météorologiques interdisent l'usage des modèles proposés (limites de validité).

- Description du bassin versant

Définition de l'emprise projet et du bassin versant intercepté, surfaces actives / Type de couvertures ou occupations des sols / Coefficients C unitaires et pondérés

- Détermination du débit de fuite

Le débit de fuite quantitatif des ouvrages de rétention sera inférieur à la valeur du débit décennal spécifique du bassin versant avant aménagement, sauf dispositions plus restrictives du PLU.

Ce débit sera calculé :

A partir de la formule rationnelle. L'intensité de la pluie sera calculée à partir de l'équation de Montana. Les coefficients a et b seront ceux retenus par la collectivité selon la pluie de référence ; Le temps de concentration, fonction de la pente du terrain et de la longueur du bassin versant, sera déterminé par application de la formule de KIRPICH.

- Détermination du volume de stockage

Le volume de stockage des ouvrages de rétention sera déterminé par la « méthode des pluies » pour une période de retour de 30 ans. Le temps de vidange sera de préférence inférieur à 24 heures, sans pouvoir excéder 48 heures.

Un volume de stockage dit qualitatif pourra être imposé en fonction de la sensibilité du milieu recevant le rejet (décantation). Son volume sera calculé pour une pluie de fréquence 1 an.